ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Pensions, le 28 décembre 1992, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux pensions du personnel nommé des administrations locales", a donné le 24 février 1993 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 december 1992 door de Minister van Pensioenen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de pensioenen van het benoemde personeel van de plaatselijke besturen", heeft op 24 februari 1993 het volgend advies gegeven :

DISPOSITIF.

Observation préliminaire.

Conformément à l'usage, les articles doivent porter un numéro et non une lettre.

Les références internes du projet doivent être adaptées en conséquence.

Article A (devenant l'article 1er).

1. Le texte néerlandais du c devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au c, mieux vaut écrire en français "le régime commun de pension des pouvoirs locaux".

La même observation vaut pour l'article B (devenant 2), alinéas 1er et 4, l'article C (devenant 3), alinéa 2, l'article E (devenant 5), l'article F (devenant 6), § 1er, alinéa 2, l'article H (devenant 8), alinéa 1er (deux fois), l'article I (devenant 9), alinéa 2, et l'article L (devenant 13), § 1er, alinéas 1er et 2, § 2, § 3 et § 4.

3. L’expression "affiliés volontaires" est équivoque; de plus, elle n’est pas conforme à l’économie du projet, telle que celle-ci résulte de l’exposé des motifs.

Il est donc proposé d’écrire, au d, "le régime des nouveaux affiliés à l’Office".

L’expression proposée doit également être utilisée à l’article B, alinéas 2 et 7, (devenant l’article 3, § 1er, alinéa 2, et § 3) (1), à l’article C (devenant 3), alinéas 1er et 2, à l’article D (devenant 4), à l’article E (devenant 5), à l’article F (devenant 6), § 1er, alinéa 1er, à l’article G (devenant 7), alinéa 1er, et à l’article H (devenant 8), alinéa 1er (deux fois).

Article B (devenant l’article 2).

1. L’article gagnerait à être divisé en paragraphes groupant les alinéas ayant trait au même objet.

L’article se présenterait dès lors sous la forme suivante :

- paragraphe 1er : alinéas 1er, 2 et 3;
- paragraphe 2 : alinéa 4 et alinéa 5, première phrase;
- paragraphe 3 : alinéa 7;
- paragraphe 4 : alinéa 5, deuxième phrase;

---

(1) Comme il sera proposé ci-après.

- paragraphe 5 : alinéa 6;
- paragraphe 6 : alinéa 8;
- paragraphe 7 : alinéa 9.

Les références internes devraient être adaptées en conséquence.

2. Le début de l'alinéa 4, devenant le paragraphe 2, alinéa 1er, du texte français serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Si une administration locale affilie au régime des nouveaux affiliés à l'Office ...".

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article C (devenant l'article 3).

L'article 161 de la loi communale prévoit, en son alinéa 4, le paiement des pensions "par l'Etat". Pour régler le même objet, l'alinéa 1er vise "l'administration des pensions".

Le délégué du Ministre justifie cette divergence comme suit :

"La formulation utilisée diffère effectivement de celle que l'on peut trouver à l'article 161 de la Nouvelle loi communale (pensions accordées par le Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions et payées par l'Etat).

L'article C utilise un raccourci destiné à mieux mettre en perspective le parallélisme entre les différentes possibilités d'octroi et de gestion des dossiers : administration des pensions, administration des pensions ou institution de prévoyance au choix de l'administration locale, SMAP, Caisse propre ...".

Ces explications ne sont pas convaincantes. Il convient de mentionner l'Etat et donc d'écrire "... soit à l'Etat, administration des pensions, soit à ...".

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article D (devenant l'article 4).

Selon les explications fournies par le délégué du Ministre, le Comité technique des pensions est uniquement chargé de donner un avis, notamment sur la légalité des pensions accordées. Or, tel qu'il est rédigé, le texte confère à ce comité non un pouvoir d'avis mais un pouvoir de décision.

En outre, s'il s'agit bien de donner un avis, la disposition ne détermine pas la procédure à suivre notamment à la suite d'un avis concluant à l'illégalité de la pension accordée.

En conséquence, le texte doit être fondamentalement revu, afin de préciser qu'il s'agit d'une compétence d'avis et de fixer la procédure à suivre à la suite des avis donnés.

Article E (devenant l'article 5).

Le texte néerlandais de la première phrase de l'article devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article F (devenant l'article 6).

1. Le texte fixe le taux des cotisations et la manière dont celles-ci sont perçues, mais ne détermine pas ceux qui en sont les débiteurs.

L'exposé des motifs n'est pas explicite à cet égard.

Le texte doit être précisé sur ce point.

Le texte néerlandais des articles F et suivants devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Il est proposé de rédiger l'alinéa 3 du paragraphe 1er comme suit :

"Pour les administrations affiliées à une institution de prévoyance, l'Office peut, par convention avec cette institution, être chargé de la perception des cotisations nécessaires au financement des actuelles et futures pensions des membres du personnel ainsi que des pensions des ayants droit de ceux-ci. L'institution de prévoyance communique à l'Office le montant des sommes nécessaires au financement des pensions".

3. Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article G (devenant l'article 7).

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article H (devenant l'article 8).

D'après les explications fournies par le délégué du Ministre, les moyens de financement des pensions dont notamment les bonis actuels des allocations familiales, les revenus de placement du fonds de réserve ainsi que le prélèvement éventuel sur les moyens disponibles du fonds de réserve.

Il appartient au législateur d'apprécier si les réserves du régime des allocations familiales, transformées en un incitant à l'affiliation à un régime de pension, peuvent être reconstituées pour le futur à la faveur du maintien de taux de cotisations obligatoires provoquant des excédents, qui pourront eux-mêmes faire l'objet de transferts. Cette question est d'autant plus délicate que ces excédents sont frappés d'indisponibilité en ce qui concerne les pouvoirs locaux qui assurent eux-mêmes le service des pensions des membres de leur personnel. En ce qui concerne ces derniers, une question fondamentale se pose : il faut se demander s'il est juridiquement justifié, au regard des articles 6 et 6bis de la Constitution, de les priver du bénéfice des excédents actuels et futurs. La justification de ce traitement différencié des administrations n'est pas fournie.

En outre, le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article I (devenant l'article 9).

Le texte néerlandais de la première phrase devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

La référence que l'alinéa 1er fait à l'article 11bis de l'arrêté royal du 30 janvier 1979 concernant l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administra-

tion générale du Royaume est contestable à un double titre car :

a) elle fait dépendre l'application d'une règle qui se présente comme permanente d'un texte qui ne comporte à l'heure actuelle que des dispositions temporaires;

b) elle a pour conséquence de faire entièrement dépendre la portée d'une disposition législative d'un article d'un texte qui constitue une norme inférieure à la loi.

La commune qui se soustrait au "régime solidarisé de répartition" est néanmoins tenue de contribuer au financement du fonds d'égalisation du taux des cotisations pensions; cette contribution semble s'apparenter à un impôt (Constitution, article 110, § 1er).

Il en résulte que le législateur doit lui-même préciser, dans l'alinéa 1er de l'article, l'assiette, la base de calcul ainsi que le taux de la retenue dont le produit sera affecté audit fonds; d'autre part, dans cette perspective, il ne se conçoit pas, comme le prévoit l'alinéa 3 de l'article, que la répartition du produit se fasse annuellement par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 gagnerait à être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article J (devenant l'article 10).

De l'accord du délégué du Ministre, l'article devrait être complété par un alinéa mentionnant l'intitulé des coordinations que le Roi est autorisé à réaliser.

Article 11 (nouveau).

L'arrêté royal du 26 décembre 1938 relatif au régime des pensions du personnel communal a eu pour objet de "coordonner les différentes dispositions sur la matière applicable dans le domaine communal".

Cet arrêté reproduit des textes d'origine législative et d'origine réglementaire, mais il n'est plus en concordance, notamment avec la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal.

Si le Roi puise dans l'article 67 de la Constitution le pouvoir de modifier les dispositions réglementaires reprises dans l'arrêté de "coordination" du 26 décembre 1938, il n'en va pas de même pour les dispositions d'origine législative. Sans doute, de telles dispositions reprises dans un arrêté royal, sont-elles formellement des dispositions réglementaires, mais elles sont fondamentalement de nature législative.

Afin, d'une part, de permettre au Roi d'apporter à l'arrêté royal du 26 décembre 1938 des modifications indispensables pour le mettre en concordance avec la législation en vigueur, et, d'autre part, de prévenir toute

équivoque, il est proposé, de l'accord du délégué du Ministre, d'insérer entre les articles J et K du projet un article nouveau rédigé comme suit :

"Le Roi peut modifier l'arrêté royal du 26 décembre 1938 relatif au régime des pensions du personnel communal, pour le mettre en concordance avec les lois relatives aux pensions de ce personnel".

Article L (devenant l'article 13).

Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du paragraphe 4 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article M (devenant l'article 14).

Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article N (devenant l'article 15).

La justification de la portée rétroactive du texte doit être spécialement motivée dans l'exposé des motifs, en

raison de l'insécurité juridique qu'elle pourrait faire naître en ce qui concerne le transfert des charges de pensions.

Article O (devenant l'article 16).

Lorsque l'on entend modifier une disposition législative ou réglementaire, il convient de rappeler les modifications que celle-ci a subies antérieurement. En conséquence, la phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"A l'article 69 de la loi provinciale, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1°, modifié par les lois du 24 avril 1958 et du 6 juillet 1987, est remplacé par la disposition suivante :

"1° ... (comme au 1° du projet, en remplaçant, toutefois, les mots "et/ou" par les mots "et, le cas échéant")";

2° le 14° est remplacé par la disposition suivante :

"14° ... (comme au 2° du projet, en remplaçant, toutefois, les mots "et/ou" par les mots "et, le cas échéant")"".

OBSERVATION FINALE.

A certains égards, le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, quelques propositions de texte ont été faites dans le présent avis. Le texte néerlandais du projet devrait être revu.

BEPALEND GEDEELTE.

Voorafgaande opmerking.

Het gebruik wil dat de artikelen met een nummer worden aangeduid, doch niet met een letter.

De interne verwijzingen in het ontwerp moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel A (dat artikel 1 wordt).

1. Het zou beter zijn in c te schrijven : "..., aangesloten, met toepassing van artikel 161, eerste en tweede lid, van de nieuwe gemeentewet;". Conform de wetgevingstechniek behoren voorts in het gehele ontwerp de woorden "1e lid", "2e lid", enz. vervangen te worden door de woorden "eerste lid", "tweede lid", enz.

2. In de Franse tekst van c zou het beter zijn te schrijven : "le régime commun de pension des pouvoirs locaux".

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel B (dat artikel 2 wordt), eerste en vierde lid, voor artikel C (dat artikel 3 wordt), tweede lid, voor artikel E (dat artikel 5 wordt), voor artikel F (dat artikel 6 wordt), § 1, tweede lid, voor artikel H (dat artikel 8 wordt), eerste lid (tweemaal), voor artikel I (dat artikel 9 wordt), tweede

lid, en voor artikel L (dat artikel 13 wordt), § 1, eerste en tweede lid, §§ 2, 3 en 4.

3. De uitdrukking "vrijwillige aangeslotenen" is dubbelzinnig; bovendien is zij niet in overeenstemming met de strekking van het ontwerp zoals die blijkt uit de memorie van toelichting.

Derhalve wordt voorgesteld in d te schrijven : "het stelsel van de bij de Rijksdienst nieuw aangeslotenen".

De voorgestelde uitdrukking moet eveneens worden aangewend in artikel B, tweede en zevende lid (dat artikel 3, § 1, tweede lid, en § 3, wordt) (1), in artikel C (dat artikel 3 wordt), eerste en tweede lid, in artikel D (dat artikel 4 wordt), in artikel E (dat artikel 5 wordt), in artikel F (dat artikel 6 wordt), § 1, eerste lid, in artikel G (dat artikel 7 wordt), eerste lid, en in artikel H (dat artikel 8 wordt), eerste lid (tweemaal).

Artikel B (dat artikel 2 wordt).

1. Het verdient aanbeveling het artikel in te delen in paragrafen die de leden groeperen welke een zelfde onderwerp hebben.

---

(1) Zoals hierna wordt voorgesteld.

Het artikel zou er dan als volgt uitzien :

- paragraaf 1 : eerste, tweede en derde lid;
- paragraaf 2 : vierde lid en vijfde lid, eerste volzin;
- paragraaf 3 : zevende lid;
- paragraaf 4 : vijfde lid, tweede volzin;
- paragraaf 5 : zesde lid;
- paragraaf 6 : achtste lid;
- paragraaf 7 : negende lid.

De interne verwijzingen behoren dienovereenkomstig te worden aangepast.

2. Het zou beter zijn in de Franse tekst het begin van het vierde lid, dat paragraaf 2, eerste lid, wordt, als volgt te stellen :

"§ 2. Si une administration locale affilie au régime des nouveaux affiliés à l'Office ...".

In de Nederlandse tekst schrijve men :

"Indien een plaatselijk bestuur zijn voorheen niet bij het gemeenschappelijk stelsel der lokale overheden aangesloten personeel aansluit bij het stelsel van de bij de Rijksdienst nieuw aangeslotenen ...".

Artikel C (dat artikel 3 wordt).

Artikel 161, vierde lid, van de gemeentewet schrijft voor dat de pensioenen "door de Staat" worden uitgekeerd. Volgens het eerste lid van het ontworpen artikel wordt diezelfde taak toevertrouwd aan de "Administratie der pensioenen".

De gemachtigde van de Minister rechtvaardigt dat gebrek aan overeenstemming als volgt :

> "La formulation utilisée diffère effectivement de celle que l'on peut trouver à l'article 161 de la Nouvelle loi communale (pensions accordées par le Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions et payées par l'Etat).
>
> L'article C utilise un raccourci destiné à mieux mettre en perspective le parallélisme entre les différentes possibilités d'octroi et de gestion des dossiers : administration des pensions, administration des pensions ou institution de prévoyance au choix de l'administration locale, SMAP, Caisse propre ...".

Die uitleg is niet overtuigend. De Staat behoort te worden vermeld, zodat moet worden geschreven : "... ofwel aan de Staat, Administratie der pensioenen, ofwel aan de voorzorgsinstelling".

In het derde lid schrijve men : "zorgt voor" in plaats van "staat in voor".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel E en voor artikel H, eerste lid.

Artikel D (dat artikel 4 wordt).

Volgens de toelichtingen verstrekt door de gemachtigde van de Minister, heeft het technisch comité voor de pensioenen uitsluitend tot taak van advies te dienen, inzonderheid omtrent de wettigheid van de toegekende pensioenen. In de huidige lezing van het artikel wordt aan dit comité echter geen adviesbevoegdheid toegekend, maar beslissingsbevoegdheid.

Indien het wel degelijk een adviesbevoegdheid betreft, geeft de bepaling bovendien niet de te volgen procedure aan, inzonderheid na een advies dat besluit tot de onwettigheid van het toegekende pensioen.

Bijgevolg behoort de tekst grondig te worden herzien, waarbij uitdrukkelijk moet worden bepaald dat het een adviesbevoegdheid betreft en de procedure moet worden omschreven die moet worden gevolgd als gevolg van de verstrekte adviezen.

Artikel E (dat artikel 5 wordt).

Het zou beter zijn de eerste volzin van dit artikel als volgt te schrijven : "Op ... zijn alleen de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen toepasselijk die betrekking hebben op de pensioenen van de personeelsleden van de plaatselijke besturen, aangesloten bij het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de lokale overheden".

Artikel F (dat artikel 6 wordt).

1. De tekst bepaalt de "bijdragevoet" en de wijze waarop de bijdragen worden geïnd, maar bepaalt niet wie ze verschuldigd is.

De memorie van toelichting is niet expliciet in dit verband.

De tekst moet ter zake worden verduidelijkt.

In de artikelen F en volgende wordt de term "bijdragevoet" gebruikt. Om redenen van taalkundige aard zou het beter zijn deze term te vervangen door "bijdrage-percentage".

2. Voorgesteld wordt paragraaf 1, derde lid, als volgt te stellen :

"Voor de bij een voorzorgsinstelling aangesloten besturen kan de Rijksdienst bij een overeenkomst met deze instelling belast worden met de inning van de bijdragen die nodig zijn voor de financiering van de huidige en toekomstige pensioenen van de personeelsleden, alsook van de pensioenen van hun rechtverkrijgenden. De voorzorgsinstelling deelt de Rijksdienst het bedrag mede van de sommen die nodig zijn voor de financiering van de pensioenen".

3. Het zou beter zijn in paragraaf 2 de woorden "modaliteiten", "evenals", "Openbare Schatkist" en "in toepassing van" respectievelijk te vervangen door de woorden "nadere regels", "alsook", "Staatskas" en "met toepassing van". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Artikel G (dat artikel 7 wordt).

Overeenkomstig het bepaalde in artikel A, b, dat artikel 1, b, wordt, moet in het tweede lid "plaatselijke besturen" worden geschreven in plaats van "lokale besturen".

Artikel H (dat artikel 8 wordt).

Volgens de toelichtingen verstrekt door de gemachtigde van de Minister zijn de middelen voor de financiering van de pensioenen onder meer de huidige overschotten in de kinderbijslag, de opbrengsten uit de belegging van het reservefonds en de eventuele afneming van de beschikbare middelen van het reservefonds.

Het staat aan de wetgever te oordelen of de reserves van het stelsel van kinderbijslag, die worden aangewend als een stimulans voor aansluiting bij een pensioenregeling, voor de toekomst opnieuw kunnen worden samengesteld dank zij de handhaving van percentages van verplichte bijdragen die overschotten doen ontstaan welke op hun beurt kunnen worden overgeboekt. Dit vraagstuk is des te delicater daar die overschotten niet beschikbaar kunnen

worden gesteld voor de plaatselijke besturen, die zelf zorgen voor de pensioenen van hun personeelsleden. Met betrekking tot laatstgenoemden rijst de fundamentele vraag of het in het licht van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet uit juridisch oogpunt gerechtvaardigd is hen het voordeel van huidige en toekomstige overschotten te ontzeggen. Er wordt geen rechtvaardiging gegeven voor die verschillende behandeling van de besturen.

Voorts behoren in het eerste lid de woorden "geaffecteerd voor" vervangen te worden door de woorden "bestemd voor". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp. In het eerste lid moet bovendien "respectieve" worden geschreven in plaats van "respectievelijke".

Artikel I (dat artikel 9 wordt).

In de eerste zin vervange men de woorden "in de schoot van" door "bij".

De verwijzing in het eerste lid naar artikel 11bis van het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van ’s Lands algemeen bestuur is om twee redenen betwistbaar, want :

a) zij maakt de toepassing van een zich als vast aandienende regel afhankelijk van een tekst die momenteel slechts tijdelijke bepalingen bevat;

b) zij heeft tot gevolg dat de draagwijdte van een wetsbepaling volledig afhangt van een artikel van een tekst dat een rechtsregel vormt die ondergeschikt is aan de wet.

De gemeente die zich onttrekt aan het "gesolidariseerde verdelingsstelsel" is niettemin verplicht om bij te dragen tot de financiering van het fonds voor egalisatie van het percentage van de pensioenbijdragen; die bijdrage lijkt iets weg te hebben van een belasting (Grondwet, artikel 110, § 1).

Daaruit volgt dat de wetgever zelf in het eerste lid van het artikel gehouden is tot precisering van de omslag, de berekeningsgrondslag en het percentage van de inhouding waarvan de opbrengst bestemd is voor het voormelde fonds; in het vooruitzicht hiervan is het overigens ondenkbaar, zoals in het derde lid van het artikel wordt bepaald, dat de opbrengst jaarlijks wordt verdeeld bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"De opbrengst van dat fonds wordt bestemd voor de financiering van hetzij het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de lokale overheden, hetzij het stelsel van de bij de Rijksdienst nieuw aangeslotenen, ten einde bij te dragen tot de overeenstemming van de bijdragepercentages die eigen zijn aan die twee stelsels".

Artikel J (dat artikel 10 wordt).

Het artikel zou moeten worden aangevuld met een lid waarin het opschrift van de coördinaties wordt vermeld die de Koning tot stand mag brengen. De gemachtigde van de Minister is het daarmee eens.

Artikel 11 (nieuw).

Het doel van het koninklijk besluit van 26 december 1938 betreffende de pensioenregeling van het gemeentepersoneel is het coördineren van de verschillende bepalingen die ter zake op gemeentelijk niveau toepasselijk zijn.

Dat besluit neemt bepalingen over afkomstig van wetten en verordeningen, maar is niet meer in overeenstemming, inzonderheid met de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel.

De Koning ontleent weliswaar aan artikel 67 van de Grondwet de bevoegdheid om de in het "coördinatiebesluit" van 26 december 1938 overgenomen verordeningsbepalingen te wijzigen, maar dat geldt niet voor de bepalingen afkomstig van wetten. Wanneer dergelijke bepalingen worden overgenomen in een koninklijk besluit zijn zij naar de vorm wel verordeningsbepalingen, maar in wezen zijn zij wetsbepalingen.

Om enerzijds de Koning in staat te stellen in het koninklijk besluit van 26 december 1938 wijzigingen aan te

brengen die noodzakelijk zijn om het in overeenstemming te brengen met de geldende wetgeving, en anderzijds om elke dubbelzinnigheid te voorkomen, wordt met instemming van de gemachtigde van de Minister voorgesteld om tussen de artikelen J en K van het ontwerp een nieuw artikel in te voegen, luidende :

"De Koning kan het koninklijk besluit van 26 december 1938 betreffende de pensioenregeling van het gemeentepersoneel wijzigen om het in overeenstemming te brengen met de wetten betreffende de pensioenen van dat personeel".

Artikel L (dat artikel 13 wordt).

Overeenkomstig het bepaalde in artikel A, b, dat artikel 1, b, wordt, moet in paragraaf 1 "een plaatselijke overheidsdienst", "plaatselijke overheden" en "overheidsdienst" respectievelijk vervangen worden door "een plaatselijk bestuur", "plaatselijke overheidsdiensten" en "bestuur". Deze opmerking geldt ook voor de volgende artikelen.

In paragraaf 4 schrijve men "op zijn laatst" in plaats van "ten laatste" en "binnen twee maanden die volgen op ..." in plaats van "binnen de twee maanden die volgen op ...". Deze laatste opmerking geldt ook voor artikel M (dat artikel 13 wordt), § 1, tweede lid.

Artikel M (dat artikel 14 wordt).

In paragraaf 2 vervange men het woord "modaliteiten" door de woorden "nadere bepalingen".

Artikel N (dat artikel 15 wordt).

De wettiging van de terugwerkende kracht van de tekst behoort met bijzondere redenen te worden omkleed in de memorie van toelichting, wegens de juridische onzekerheid die zij zou kunnen doen ontstaan aangaande de overdracht van de pensioenlasten.

Artikel O (dat artikel 16 wordt).

Wanneer men een wets- of verordeningsbepaling wil wijzigen, dienen de wijzigingen te worden vermeld die zij tevoren heeft ondergaan. Bijgevolg zou het beter zijn de inleidende zin als volgt te redigeren :

"In artikel 69 van de provinciewet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onderdeel 1°, gewijzigd bij de wetten van 24 april 1958 en 6 juli 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"1° De wedden van de griffier en van de leden van de bestendige deputatie, hun rust- en overlevings-

.../...

pensioenen en, in voorkomend geval, de bijdragen waaruit zij kunnen worden bestreden, alsook hun reiskostenvergoedingen";

2° onderdeel 14° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"14° De pensioenen van de gewezen bedienden van de provincie en, in voorkomend geval, de bijdragen waaruit zij kunnen worden bestreden, overeenkomstig het door de raad aangenomen reglement"".

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van het ontwerp is op een aantal punten voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld zijn in het advies een aantal tekstvoorstellen gedaan. De Nederlandse tekst van het ontwerp zou moeten worden herzien.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.